

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
COMMUNE DE VÉNISSIEUX
Police du stationnement

Extrait du registre des arrêtés du Maire

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MÉTROPOLE DE LYON
Police de la circulation

Extrait du registre des arrêtés du Président

Arrêté temporaire n°: 2024_0032m

Objet : circulation interdite et stationnement interdit pour travaux de pose de réseau d'adduction d'eau potable

Lieux : Place Léon Sublet

**Le Maire de VÉNISSIEUX
Le Président de la Métropole de LYON**

VU le Code de la Route, et notamment les articles L411-1 à L411-7 ;

VU le Code de la Voirie Routière, et notamment les articles L.113-2 et L.115-1 ;

VU le Code Pénal et notamment l'article R.610-5 ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment :

- L'article L.3642-2,
- Les articles L.2213-2, L.2213-3, L.2213-3-1 et L.2213-6 relatifs au pouvoir de police du stationnement du maire
- Les articles L.2213-1, L.2213-2-1°, L.2213-3-2°, L.2213-4 alinéa 1^{er}, L.2213-5, L.2213-6-1 relatifs au pouvoir de police de la circulation du président de la Métropole ;

VU la loi n°96-1236 du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie ;

VU le décret n° 2010-578 du 31 mai 2010 modifiant le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 fixant la liste des routes à grande circulation ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière ;

VU le Plan des Déplacements Urbains de l'agglomération lyonnaise approuvé le 8 décembre 2017 ;

VU le Règlement Général de la Circulation de la Ville de Vénissieux en date du 28 Janvier 2000 modifié ;

VU l'arrêté N° 2023-02-28-R-0128 du 28 février 2023 portant délégation de signature pour les mesures de police de la circulation, à Monsieur Fabien BAGNON, Vice-Président délégué à la voirie et aux mobilités actives ;

VU l'arrêté en date du 8 juillet 2020 portant délégation de signature pour les mesures de police du stationnement à Monsieur Didier LAURENT, Directeur Général des Services Techniques ;

CONSIDÉRANT qu'en raison de la demande formulée en date du 15 janvier 2024 par l'entreprise SCAM TP qui réalise des travaux sur réseau AEP pour le compte de Sytral Mobilité, il y a lieu de réglementer la circulation et de stationnement pour faciliter la bonne exécution des travaux, assurer un écoulement satisfaisant du trafic et afin de prévenir tout risque d'accidents ;

ARRÊTENT

Article 1 : Du 22 janvier au 02 février 2024 de 07h30 à 19h00, place Léon Sublet

- la circulation et le stationnement de véhicules à moteur est interdite sur 70 mètres linéaires, sur la partie Nord de la place, limitée à l'Ouest par la avenue Jean Jaurès, au Sud par le parking matérialisé, à l'Est par le boulevard Laurent Gerin et au Nord par l'allée piétonne située le long des commerces
- le cheminement des piétons est organisé par le demandeur, avec mise en place de panneaux dévoyant leur cheminement sur l'allée dédiée à cet usage le long des commerces

Article 2 : Le stationnement du véhicule du demandeur sera autorisé dans l'emplacement défini dans l'article premier.

Article 3 : Le demandeur devra afficher très visiblement le présent arrêté sur le pare-brise de son véhicule et respecter les durées d'intervention prévues à l'article 1^{er}.

Article 4 : Une signalisation appropriée sera mise en place par le demandeur conformément aux dispositions de l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

Article 5 : Le demandeur installera l'interdiction de stationner sous sa propre responsabilité au moyen de panneaux mobiles et du présent arrêté puis devra prendre contact avec la police municipale (04.72.50.02.72) pour faire établir un constat de panneaux au minimum 48h00 ouvrables avant le commencement des travaux. Les panneaux d'interdiction de stationner devront être parfaitement visibles et le présent arrêté devra y être apposé.

Article 6 : Si l'accès aux voies ou immeubles est impossible ou dangereux pour le véhicule et/ou le personnel de collecte des ordures ménagères, le maître d'œuvre, qu'il soit public ou privé, sera tenu de faciliter la collecte, soit en se rapprochant des gardiens et employés d'immeubles, soit en déplaçant les contenants directement à un point de collecte accessible pour le camion de collecte, fixé par les services de la Métropole de Lyon, puis de ramener les bacs roulants à leur point initial ;

Article 7 : La période ci-dessus désignée pourra être prolongée de 1 semaine calendaire en cas de nécessité ;

Article 8 : Conformément au règlement de voirie, la sécurité et la continuité de circulation des piétons valides et à mobilité réduite, de passage des fauteuils roulants et de circulation des cyclistes seront conservées et rétablies conformément à la réglementation en vigueur ;

Article 9 : Le stationnement sera considéré gênant et tout véhicule en infraction fera l'objet d'une mise en fourrière immédiate et d'une contravention de deuxième classe, selon l'article R417-10 du Code de la route.

Article 10 : Lors de l'achèvement des travaux et avant la remise normale de la circulation, le domaine public devra être propre et satisfaire aux normes de circulation en vigueur ;

Article 11 : Le présent arrêté sera publié et affiché, ampliation en sera adressée à :

- M. le Commissaire Principal de Vénissieux,
- M. le Directeur Départemental des services de secours et lutte contre l'incendie,
- M le Directeur Départemental de la Sécurité Publique
- M. le Président de la Métropole de Lyon - Département services urbains – Direction Voirie,
- M. le responsable de la subdivision de voirie de la Métropole de Lyon – Subdivision VTPS,
- M. les responsables des subdivisions de propreté et de collecte de la Métropole de Lyon – Direction Propreté Subdivision NET 6, Subdivision COL Sud,
- M. le Directeur de la Société Lyonnaise des Transports en Commun (KEOLIS),
- M. le Directeur Général de la Ville de Vénissieux,
- M. le Directeur de la DUPS



Pour Madame le Maire,
Le Directeur Général des Services Techniques
Didier LAURENT

Article dernier

Mesdames, messieurs : le(a) Directeur(trice) Général(e) des Services de la commune de Venissieux, la Directrice Générale des Services de la Métropole de Lyon, le(a) Directeur(trice) Départemental(e) de la Sécurité Publique, tous agents de la force publique et de la police municipale, le(a) Directeur(trice) des Services Départemental et Métropolitain d'Incendie et de Secours du Rhône sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté temporaire ;

Outre les recours gracieux qui s'exercent dans le même délai, le présent arrêté temporaire du Maire peut faire l'objet d'un recours contentieux sur les mesures de police de stationnement arrêtées devant le tribunal administratif de Lyon (Palais de justice Part-Dieu - 184 rue Duguesclin - 69433 LYON CEDEX 03), ou effectué par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Outre les recours gracieux qui s'exercent dans le même délai, le présent arrêté temporaire du Président de la Métropole peut faire l'objet d'un recours contentieux sur les mesures de police de circulation arrêtées devant le tribunal administratif de Lyon (Palais de justice Part-Dieu - 184 rue Duguesclin - 69433 LYON CEDEX 03), ou effectué par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Toute autre information peut être sollicitée auprès du service de la commune.

A Venissieux, le 23/01/2024

A Lyon, le 23/01/2024
Pour le Président de la Métropole,



Fabien Bagnon
Vice-Président délégué à la voirie et aux
mobilités actives